

Débat

Nous inaugurons une nouvelle rubrique : « Débat », dont nous espérons qu'elle se nourrira de vos propos. Le principe n'est pas figé, la formule doit rester souple. Deux textes sont présentés et les auteurs réagissent.

Aujourd'hui à partir d'une réflexion-observation sur le thème « la ville d'Afrique est un grand village », ou « en Afrique, le village se maintient dans la ville », chaque auteur s'exprime et réagit au texte de l'autre. A vous la suite...

Fadjiguila, village dans la ville

Jean-Marie GIBBAL

Anthropologue CNRS

Chaque arrivée à Fadjiguila, quartier périphérique de Bamako, me fait éprouver le sentiment d'avoir soudain accompli un long voyage au cœur du Mali : mosquées soudanaises en banco, au minaret trapu surmonté du traditionnel œuf d'autruche, dédale de rues étroites et sinueuses bordées de concessions fermées sur le dehors, grandes places ombragées, où l'on rencontre encore des forgerons travaillant avec un soufflet archaïque, animaux en liberté ... Et pourtant nous ne sommes qu'à une demi-douzaine de kilomètres du cœur de la ville, un peu en retrait de la route qui conduit à Koulikoro.

Bamako ne cesse de croître depuis une dizaine d'années. A partir de 1973 la sécheresse persistante qui a sévi sur la partie sahélienne du pays a précipité un exode rural qui était déjà très prononcé antérieurement. L'ancien site urbain a éclaté de toutes parts sauf au nord où le plateau de Kati et les falaises qui le bordent, constituent une barrière naturelle. En revanche de nouveaux quartiers ont surgi sur la rive gauche du Niger, au sud, sur la route de Guinée à l'ouest et sur celle de Koulikoro à l'est. Fadjiguila est l'un de ces nouveaux quartiers qui sont qualifiés dans le vocabulaire urbanistique de « zones d'habitat spontané » dans la mesure où elles sont le résultat d'initiatives populaires et n'ont pas encore fait l'objet de plan systématique de lotissement. Ses habitants ont réussi à se ménager un mode de vie conforme à leurs aspirations mais déjà menacé par la croissance de la capitale.

LE VILLAGE DANS LA VILLE

Fadjiguila était à l'origine un modeste hameau de culture. Son fondateur, un brigadier de police, l'avait construit au début du siècle, auprès des champs qu'il avait obtenus des anciens possesseurs du sol, en échange d'une poignée de noix de cola. Pendant une cinquantaine d'années, le hameau, devenu entre temps la résidence principale du brigadier et des siens, ne va grandir que fort lentement, à l'ombre de son imposante mangrovia, au

ped de la falaise nord. Fadjiguala est encore séparé de la ville par un no mans land sauvage si bien que dans les années 45-50, les écoliers isolés qui revenaient de Bamako à la nuit risquaient de se faire attaquer par des hyènes.

A partir des années 70, tout se met à changer très vite. Le village se développe grâce aux nouveaux arrivants qui fuient le centre surpeuplé. Pendant quelques temps l'exode est un peu freiné par l'absence de transports et de sources d'approvisionnement. Puis il se crée un marché, tandis qu'un réseau de camionnettes bâchées se met en place.

Le quartier doit compter aujourd'hui plus de dix mille habitants. Malgré cette croissance rapide, Fadjiguala, d'où sont absentes, électricité, eau courante et routes goudronnées, conserve un aspect rural, entretenu par la vaste mangroviale qui justifia sa fondation.

Le mode de vie des habitants maintient cette permanence du village à la ville, tout autant que la configuration matérielle des lieux. Il y a encore quelques années, les nouveaux arrivants qui désiraient acquérir un terrain, l'obtenaient soit du dougoutigui (le chef de village) en échange de quelques noix de cola soit de tierces personnes, propriétaires d'un terrain déjà bâti, contre une somme d'argent très modique. Ceux qui se contentaient d'une location trouvaient à se loger à meilleur compte et de façon plus spacieuse que dans les quartiers centraux. A l'heure actuelle, l'accession à la propriété donne toujours lieu à une transaction monétaire et le coût des terrains a sensiblement augmenté. Les habitants du quartier continuent néanmoins de se regrouper sur le modèle de la grande famille patriarcale, répandu dans tout le Mali. Chaque famille occupe une grande concession qui communique avec le dehors par une unique entrée débouchant sur une cour spacieuse au centre de laquelle est creusé le puits. Les différents corps de bâtiments se distribuent autour de ce point central, le maître des lieux et sa ou ses épouses occupent le plus important d'entre eux. Les dépendants (enfants, parents, visiteurs) se partagent les autres pièces qui, comme les premières d'ailleurs, constituent plutôt des espaces de repos et de rangement. Durant la journée l'essentiel de la vie se déroule dehors, dans la cour dont l'importance permet que se perpétuent des habitudes héritées d'une tradition imposant que sexes et générations soient séparés. Dans cet espace, trois territoires, en gros, voisinent mais ne se superposent pas : d'abord celui du chef de famille, dans le prolongement de son appartement ; cette superficie est souvent occupée par une terrasse cimentée, qui protège par sa légère surélévation les abords du logement du maître des lieux, pendant l'hivernage humide. Vient ensuite le périmètre occupé par les épouses, les jeunes filles de la maison et leurs visiteuses occasionnelles. Il se dédouble entre le coin cuisine et une aire de repos, à l'autre bout de la terrasse, sous un arbre ou encore à l'ombre d'un des murs d'enceinte. Il existe enfin le coin des jeunes gens de la maison et de leurs amis qui se retrouvent pour bavarder et boire du thé. Les enfants les plus jeunes circulent d'un groupe à l'autre et se tiennent le plus souvent en compagnie des femmes avec lesquelles ils prennent leurs repas. Hommes et femmes suivent à travers la cour des trajets voisins qui parfois se recoupent mais leur monde est séparé par des cloisons invisibles. La vie quotidienne des habitants de chaque cour dans ce quartier privé d'électricité, se déroule sur un rythme lent, calqué sur le cycle des heures diurnes et nocturnes, comme en milieu rural.

Cette vie de concession se prolonge par une vie de quartier qui prend, elle aussi, des allures villageoises. Les hommes adultes et les jeunes gens font souvent partie d'un groupe informel qu'ils vont rejoindre chez l'un ou chez l'autre, ou mieux, sur l'une des places du quartier, dans un coin ombragé. Les habitants de Fadjiguala qui se retrouvent ainsi, entre fin d'après-midi et crépuscule, se découvrent des affinités et des intérêts communs, nés d'une condition sociale analogue ; le sentiment de vivre dans un environnement connu et protecteur en est renforcé.

Si les hommes du quartier conservent encore quelques relations en ville, ne serait-ce que parce qu'ils s'y rendent pour leur travail, leurs épouses réduisent le champ de leurs connaissances au voisinage immédiat, par suite des difficultés de transport que connaissent beaucoup de bamakois. Elles ont des relations quotidiennes et fonctionnelles, avec les femmes des concessions mitoyennes de la leur, ou bien des relations basées sur des affinités plus profondes avec des amies, habitant des demeures plus éloignées mais toujours inscrites dans le périmètre du quartier.

UN QUARTIER REFUGE

Fadjiguila, quartier à la fraîcheur ombragée, possédant une eau pure et, jusqu'à une période récente, abondante, ainsi que de larges espaces disponibles à faible coût, est un milieu de résidence recherché par les bamakoïses pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population de la ville. Ignorés jusqu'en 1983 des pouvoirs publics, à l'écart du centre et pouvant néanmoins y accéder grâce à un réseau de taxis et de camionnettes bâchées, les habitants du quartier qui, pour la plupart, ont fait au préalable des expériences urbaines négatives, peuvent enfin vivre suivant leurs désirs. Le nouvel habitat n'a plus les inconvénients des quartiers anciens : locations coûteuses, cours bruyantes et surpeuplées, promiscuités pénibles entre familles étrangères les unes aux autres, logements en voie de taudification, eau la plupart du temps polluée, les puits étant trop proches des fosses d'aisance...

« Là-bas en ville, on était souvent malade, l'eau n'était pas bonne, il y avait trop de poussière et de bruit, ici à Fadjiguila on est bien » disent les gens.

Mais il fait bon vivre à Fadjiguila, non seulement à cause des avantages matériels énumérés ci-dessus mais aussi parce que le quartier permet le redéploiement d'habitudes anciennes, héritées de la société rurale dont les zones centrales surpeuplées empêchaient la résurgence :

— retour à une cellule d'habitation caractérisée par l'homogénéité ethnique et familiale du groupe qui l'occupe ;

— utilisation d'un espace suffisant pour que puissent s'y inscrire les différences d'âge, de sexe, de rang, et que les habitants du lieu aient la possibilité de se déplacer au gré des rythmes journaliers ou saisonniers sans conflit majeur ;

— extension facile des constructions par l'adjonction de pièces supplémentaires quand la maisonnée s'agrandit.

A l'intérieur des grandes concessions du quartier, les chefs de famille assurent plus aisément la cohésion du groupe dont ils sont responsables et maintiennent mieux leur autorité. C'est en particulier le cas pour le contrôle des enfants et des adolescents dont les allées et venues sont plus circonscrites que dans le centre ville. Ainsi l'éducation traditionnelle assez stricte qui entre ailleurs en conflit avec les contraintes d'une urbanisation de crise, rencontre ici moins d'obstacles à son maintien. Enfin, la vie de voisinage apporte des satisfactions aux habitants du quartier et fait qu'à Fadjiguila encore plus qu'ailleurs, les petites gens ne se sentent pas isolées.

Ce mode de vie harmonieux qui fut celui de ce quartier au cours des dix dernières années est à présent menacé à la fois par l'extension de Bamako et par l'afflux de nouveaux arrivants.

CROISSANCE URBAINE ET LIBERTÉ D'HABITER

Fadjiguila conserve des allures de village mais le quartier se trouve à présent « enclavé », pour reprendre le vocable des urbanistes, dans une trame de terrains lotis et construits en matériaux durables. Cet « enclavement » constitue la parade inventée par les autorités urbaines pour empêcher l'extension de la zone non contrôlée, tandis que de nouveaux quartiers sont apparus sur le flanc est de Fadjiguila, tels Diélibougou, Boukassoumbougou, Souleymane bougou. Les derniers arrivants qui ne trouvent pas de place dans la partie ancienne du quartier où les constructions se sont beaucoup densifiées,

n'ont plus qu'à grimper sur l'aride plateau latéritique qui barre le site, du côté nord. Ainsi, en l'espace de quelques mois, cette zone dénudée où l'on allait encore à la chasse il y a peu de temps, s'est hérissée de chantiers. D'une semaine à l'autre la configuration des lieux s'est mise à changer, créant à chaque visite un effet de surprise et désorientation. Les habitants de ces nouveaux lieux, s'ils bénéficient d'une vue splendide sur l'ancien quartier et la plaine du Niger, se heurtent dès à présent à un lancinant problème d'approvisionnement en eau. Elle devient également rare dans les puits de la partie centrale du quartier. La population a décuplé, la densification de l'habitat a dangereusement rapproché les puits. Chaque fois que l'un d'eux est creusé plus profond à la recherche de l'eau qui se dérobe, la réserve de la cour mitoyenne risque d'être captée ; et si la profession de puisatier est florissante, les conflits se multiplient entre les habitants des concessions voisines.

La disparition progressive de l'eau fut le signe annonciateur de la montée des problèmes, entre autres, l'insalubrité relative, l'inadaptation des rues à une circulation croissante, les difficultés relationnelles dues à l'afflux de nouveaux habitants. Les ordures ménagères ont été disséminées un peu partout, les espaces plantés d'arbres se restreignent, ceux qui restent sont choisis comme dépotoirs. Le quartier est plus poussiéreux qu'auparavant, il est également moins sûr, un petit brigandage s'y développe. La circulation, bien que modeste par rapport au centre, a du mal à se frayer un passage à travers des voies trop étroites, sinueuses, parsemées de fondrières. L'urgence d'une viabilisation systématique se fait sentir. Enfin, les relations entre les gens périllicitent à Fadjiguila. D'abord celles entre anciens et nouveaux propriétaires du sol, puis celles entre locataires et propriétaires, dans la mesure où terrains et constructions prennent de la valeur. En dernier lieu, la cohabitation entre les anciens habitants très islamisés et des nouveaux venus de mœurs et de confessions très différentes, originaires des ethnies du sud, Bobo et Minianka, crée des tensions et une sourde hostilité se développe chez les premiers occupants. La qualité de la vie se dégrade à Fadjiguila.

La montée de ces problèmes rendait inéluctable l'intervention des pouvoirs publics. Les habitants de Fadjiguila ne peuvent plus demeurer à l'écart de la ville, leur quartier n'est plus ignoré des autorités urbaines ; depuis peu des bâtiments administratifs (commissariat, annexe municipale, poste...) se sont implantés sur son flanc ouest. Et les urbanistes ont conçu un plan d'aménagement ou de « réhabilitation » ainsi qu'on dit à Bamako comme à Paris. Sont prévus entre autres mesures, la viabilisation du quartier, un programme d'adduction d'eau et d'électricité, le drainage des eaux pluviales et... le remodelage des concessions qui auront le malheur de se trouver sur le nouveau tracé des rues et des voies de dégagement. La mise en œuvre de ce plan va précipiter les habitants dans un cycle de dépenses ; les unes, encore raisonnables, correspondront à leur participation à la phase d'aménagement du quartier. Les autres, beaucoup plus considérables, correspondront à l'acquisition d'un titre officiel de propriété, une fois l'opération de lotissement terminée. L'occupation actuelle des lieux ne donne pas droit au statut de propriétaire puisqu'elle s'est faite en dehors de toute légalité (pas d'enregistrement ni de déclaration d'aucune sorte). Les habitants devront en quelque sorte racheter leur terrain. Le titre de propriété ne sera de surcroît obtenu, qu'après la reconstruction du logement actuel en briquettes de banco stabilisé dont la fabrication entraînera de nouvelles dépenses. Il n'est pas certain que tous les habitants du quartier, pour la plupart de condition modeste, puissent faire face à cette multiplication de charges.

LES RISQUES DE DÉRACINEMENT

Il ne s'agit pas de s'élever contre l'intervention des pouvoirs publics suscitée par la dégradation rapide de la situation, mais de s'interroger sur l'évolution de Fadjiguila, exemplaire à bien des points de vue dans la mesure où elle illustre ponctuellement la crise de croissance des villes africaines contemporaines, car l'avenir tragique ou réussi de ces cités se joue dans les quartiers populaires de la périphérie.

Les habitants de Fadjiguila ont apporté une réponse à leurs difficultés en reconstruisant des maisons et un mode de vie harmonieux, conformes au modèle offert par les villages et les villes précoloniales, en cela d'ailleurs leur habitat n'a rien de spontané. Mais, à la différence des agglomérations d'antan, plantées dans la brousse, leur quartier est pris dans le tissu urbain d'une ville en pleine expansion dont ils ne peuvent plus ignorer la présence.

En fait, le modèle ancien, la grande concession occupée par une famille de structure patriarcale, se retrouve un peu partout à Bamako. Son apparition est le signe de la réussite sociale du chef de famille qui bâtit les lieux en matériaux durables. Seuls les bamakois qui ont les moyens satisfont leurs aspirations en matière d'habitat ; il faut être riche pour pouvoir vivre à l'ancienne. Ainsi, beaucoup d'habitants de Fadjiguila auront du mal à se maintenir sur place, par suite des dépenses consécutives à l'intervention des pouvoirs publics.

Leur cas n'est pas unique. Les laissés pour compte des opérations de remodelage, assainissement et « réhabilitation » ne peuvent qu'accumuler déception et violence. Privés de ces retraites qu'ils avaient su aménager et contraints de vivre dans des logements qu'ils n'ont pas choisis, ils connaissent un déracinement grandissant qui risque de s'accompagner d'un « retour sauvage du refoulé » sous la forme de symbole de remplacement et d'une valorisation du passé dans l'imaginaire.

A propos de l'article de René de MAXIMY

René de MAXIMY démontre avec beaucoup de compétence, à partir d'une connaissance approfondie des cités d'Afrique centrale, qu'il faut se méfier de la perception superficielle et rapide de la ville africaine et surtout ne pas y voir qu'un « amoncellement de villages ». Rien à redire à ce texte clair, documenté, incisif qui met bien en valeur les formes de sociabilité originales naissant dans les nouveaux quartiers populaires et que l'on retrouve de façon récurrente dans les sociétés urbaines de l'ouest africain.

L'histoire ancienne et même l'évolution récente des sociétés étudiées par de MAXIMY sont cependant très différentes de celles des pays ouest-africains et plus particulièrement du Mali où je puise ma propre expérience. Dans ce dernier pays, la ville est un phénomène très ancien : Tombouctou bien sûr, mais aussi Djenné, Ségou, Gao, pour citer des agglomérations qui ont survécu à leur passé, plus toutes celles englouties dans les sables de leur défaites, telle Kumbi-Salé, la capitale du lointain Ghana, et plus proche de nous Hambdalaye la métropole de l'empire peul du Macina, anéantie par El Hadj Omar au milieu du siècle dernier et dont on peut encore contempler le site imposant à quelques trente kilomètres de Mopti. Si ces villes ont disparu, demeurent les habitudes de citadinité qui sont nées en leur sein. Ainsi le peuple malien particulièrement urbain, sinon urbanisé, qui rassemble des représentants de nombreuses ethnies, réduites depuis longtemps à une condition commune sous l'hégémonie successive des empires qui se succédèrent dans le

sahel soudanais, est coutumier d'un commerce composite entre des hommes à l'identité et à l'origine multiple. De la sorte, il n'existe pas au Mali à proprement parler d'antagonismes ethniques mais seulement une opposition Ouest/Est, dont il ne faut d'ailleurs pas minimiser l'importance et les éventuelles sources de conflits qu'elle contient ! Sociétés mandingues (Soninké, Bambara, Malinké), d'une part, sociétés de la boucle du Niger, de l'autre (Peul, Songhay, arabo-berbères).

Ce cadre étant posé, je précise que « Fadjiguila ; village dans la ville » est un texte rendant compte d'une double expérience spécifique : l'absorption progressive par Bamako d'un village-campement de la périphérie et le mouvement de population des Bamakois des quartiers centraux vers ce nouveau lieu d'habitat qui fut momentanément plus salubre et plus proche du modèle souhaité que les anciens quartiers surpeuplés. J'ai eu la chance de pouvoir observer l'évolution du quartier sur une période de près de dix ans. J'ai été ainsi le témoin de la dégradation progressive du mode de vie ; liée à la densification croissante de l'espace habité. Le texte se fait tout naturellement l'écho des revendications, des souhaits et également des regrets nostalgiques des habitants du quartier. Mais en aucun cas, je ne considère qu'il ne faille ériger en exemple la brève période d'équilibre de Fadjiguila pour y voir une solution spontanée et idyllique à la crise d'urbanisation que traverse Bamako.

Cela écrit, l'évolution de Fadjiguila m'amène à m'interroger sur l'évolution des sociétés africaines contemporaines : une urbanisation sauvage et extrêmement sélective, fondée sur les rapports de force et les inégalités croissantes qui séparent possédants et démunis, menace de détruire la culture africaine urbaine dont j'ai rendu compte ailleurs (1) dans ses formes actuelles à travers les œuvres plastiques populaires qu'elle suscite. A la place c'est un état de violence et d'insécurité généralisés, engendrés par la dégradation constante des relations interpersonnelles et par voie de conséquence, de la qualité quotidienne de vie, qui risque de l'emporter. Un récent séjour au Nigeria (Lagos, Ibadan, Port Harcourt) m'a permis de saisir combien ces perspectives futures sont déjà la réalité de tous les jours dans un pays dont la croissance urbaine est quantitativement en avance sur celle des pays francophones. Et d'ailleurs, Abidjan, la plus grande cité francophone de l'Ouest africain offre déjà un autre visage. Pourrais-je encore, comme je l'ai fait en 1965, à l'occasion du « recensement des dormeurs de rue », travailleurs temporaires descendus de la zone sahéenne pour la période de la traite, passer plusieurs nuits à arpenter Treichville, sans me sentir une seule fois en danger ?

C'est en ce sens que je stigmatise les risques de valorisation dans l'imaginaire d'un passé dont le réel héritage (une éducation, des formes de solidarité, une richesse artistique, philosophique, métaphysique) est en voie de disparition rapide comme malheureusement l'atteste l'exemple malien actuel. Aussi je ne peux souscrire à l'optimisme un peu sans fondement de MAXIMY (2), formulé comme un vœu pieux qui ne tient pas compte de la dégradation du niveau de vie des populations urbaines, et d'ailleurs aussi rurales, de l'Afrique contemporaine.

Jean Marie GIBBAL

(1) J. M. GIBBAL : « L'Afrique en ville et sur les murs » chez Bonne Idée : « Images du petit commerce en Afrique de l'Ouest », Jean-Marie LERAT, éditions Alternatives, Paris.

(2) Cf. la fin de son texte : « Je ne sais naturellement pas ce que vont secréter les nouvelles grandes villes africaines... » jusqu'à : « dont le XXI^e siècle nous montrera la profonde africanité ».